



**HAL**  
open science

## Le 11-septembre et la fin de la fin de l'Histoire

Nicolas Gachon

► **To cite this version:**

Nicolas Gachon. Le 11-septembre et la fin de la fin de l'Histoire. 20 ans après : retours sur le 11 septembre 2001, Laboratoire CAS, Université Toulouse Jean Jaurès, Oct 2021, Toulouse, France. hal-03371943

**HAL Id: hal-03371943**

**<https://hal.science/hal-03371943>**

Submitted on 15 Mar 2022

**HAL** is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

# Le 11-septembre et la fin de la fin de l'Histoire

Nicolas Gachon, Université Paul-Valéry Montpellier 3, Laboratoire EMMA

Colloque international « 20 ans après : retours sur le 11 septembre 2001 »  
Université Toulouse Jean Jaurès (8 octobre 2021)

Avec la publication de « The End of History? » dans *The National Interest* en 1989, Francis Fukuyama annonce la période que l'humanité traverse n'est pas simplement la fin de la guerre Froide, ni d'une quelconque phase de l'après-Seconde Guerre mondiale, mais la fin de l'Histoire en tant que telle. Il prononce ainsi le triomphe de l'Occident et de ce qu'il appelle « l'idée occidentale » - « The Triumph of the West, of the Western *idea*, is evident first of all in the total exhaustion of the of viable systematic alternatives to Western liberalism » (Fukuyama 1989, 4) - puis poursuit ce même argumentaire quelques années plus tard dans *The End of History and the Last Man*, expliquant que l'économie de marché a produit un degré de prospérité tel que la démocratie libérale se trouve désormais sans rivale, au tournant du 21<sup>ème</sup> siècle, et qu'elle marque la fin de l'Histoire, en tant que finalité, mais Fukuyama joue à dessein sur la bivalence du terme « end », qui fonctionne également en français. Cette fin de l'Histoire exalte les vertus globalisantes de l'économie de marché : « [I]beral principles in economics - the 'free market'- have spread, and have succeeded in producing unprecedented levels of material prosperity, both in industrially developed countries and in countries that had been, at the close of World War II, part of the impoverished Third World » (Fukuyama 1992, xiii).

Cette communication propose d'appréhender le 11-septembre comme la fin, au sens terminal cette fois, non pas de l'Histoire en tant que telle — quoi que l'expression « 11-septembre » ou « 9/11 » en anglais se comprenne universellement alors qu'elle se trouve précisément amputée de son identifiant chronologique (2001) — mais de l'Histoire comme vecteur d'un « consensus » sur la démocratie libérale. Nous nous intéresserons d'abord à ce que je qualifierai de fin avortée de fin de l'Histoire avec les attentats du 11-septembre, pour ensuite nous pencher sur la problématique de l'hégémonie libérale dans le contexte d'un redémarrage de l'Histoire après le 11-septembre, et nous terminerons en examinant le concept de démocratie illibérale comme un avatar des sociétés de l'après-11 septembre.

## 1. La fin avortée de la fin de l'Histoire

### 1.1. Fukuyama, le 11-septembre et la fin de l'Histoire

Au-delà de la tragédie que chacun connaît, les attentats du 11-septembre marquent une rupture quasi instantanée avec tous les modèles antérieurs de compréhension du monde contemporain. Ce sentiment a notamment été exacerbé par la couverture en direct de l'événement, en particulier la répétition lancinante et quasi hypnotique, sur toutes les chaînes de télévision, de cet instant où le deuxième avion est littéralement entré dans la tour sud du World Trade Center. S'exprimant quelque temps plus tard, le vice-président Dick Cheney prononça une phrase qui, sans qu'il s'en rendît compte, enterra littéralement la fin de l'Histoire telle que l'avait entrevue Francis Fukuyama : « It is different than the Gulf War, in the sense

that it may never end. At least not in our lifetime » (Woodward). Le 11-septembre sonne donc le glas de la fin de l'Histoire et pulvérise jusqu'à la bivalence sémantique du mot « fin », que ce soit en termes de finalité, puisque la démocratie libérale a été attaquée de manière on ne peut plus brutale, ou en termes de finitude puisque le 11-septembre, presque par définition, est, à l'évidence, un événement historique : il a réellement eu lieu ; il est marquant et va rester célèbre dans l'histoire ; il est à la fois tout à fait extrêmement spectaculaire et tristement conforme à une certaine réalité de l'Histoire des hommes et des nations. Le fait est que le 11-septembre vient mettre en question la thèse initiale de Fukuyama :

The end of history will be a very sad time. The struggle for recognition, the willingness to risk one's life for a purely abstract goal, the worldwide ideological struggle that called forth daring, courage imagination, and idealism, will be replaced by economic calculation, the endless solving of technical problems, environmental concerns, and the satisfaction of sophisticated consumer demands. In the post-historical period there will be neither art nor philosophy, just the perpetual caretaking of the museum of human history. [...] Perhaps this very prospect of centuries of boredom at the end of history will serve to get history stared once again. (Fukuyama 1989, 18)

Sans le savoir à ce moment-là, le 11-septembre imposerait un jour à Fukuyama de devoir répondre à la question qu'il venait de poser implicitement en guise de conclusion de ce premier article : l'Histoire peut-elle redémarrer ? Et est-ce bien sous l'effet de l'ennui des Hommes à la fin de l'Histoire ?

Très sollicité et sans doute très embarrassé après le 11-septembre, Fukuyama se rend en Australie et en Asie durant l'été 2002, période durant laquelle il teste et affine ses arguments. Le *Shanghai Star* rapportera ainsi le 12 septembre 2002 que Fukuyama ne valide pas la portée historique du 11-septembre en termes d'influence sur les États-Unis (Kampmark, 33). Dès avant cela, le 8 août 2002, Fukuyama s'exprime publiquement à Melbourne et s'applique en effet à déshistoriciser le 11-septembre dans une conférence intitulée « Has history restarted since September 11? » :

September 11 would seem to qualify, *prima facie*, as an historical event, and the fact that it was perpetrated by a group of Islamic terrorists who reject virtually all aspects of the modern Western world, lends credence, at least on the surface, to Samuel Huntington's 'clash of civilisations' hypothesis. [...] Understood in this fashion, September 11 represents a real challenge, but not an ultimately convincing one. [...] September 11 represents a serious detour, but in the end modernisation and globalisation will remain the central structuring principles of world politics. (Fukuyama, Aug. 8, 2002).

Il en arrivera finalement à une formulation plus aboutie qu'il publiera dans la revue *Policy* fin 2002 :

More than ten years ago, I argued that we had reached the 'end of history': not that historical events would stop, but that History understood as the evolution of human societies through different forms of government had culminated in modern liberal democracy and market-oriented capitalism. It is my view that this hypothesis remains correct, despite the events since September 11: modernity, as represented by the United States and other developed democracies, will remain the dominant force in world politics, and the institutions embodying the West's underlying principles of freedom and equality will continue to spread around the world. (Fukuyama, Winter 2002, 3)

Ce qui est très perceptible ici est le degré accru d'ambivalence du mot « end » sous la plume de Fukuyama qui en instrumentalise ici la double signification, pour soutenir une argumentation sévèrement mise à mal, mettant en exergue la finalité de l'Histoire alors que, naturellement, c'est la notion de finitude de l'Histoire qui avait donné tant de résonance à ses théories.

Cela étant, ce n'est, en tout cas pas à mon sens, l'aspect le plus intéressant de cette affaire dans la mesure où, à bien y regarder, la question même de la finalité de l'Histoire suggère une réflexion sur les motivations des attentats, que Fukuyama évoque d'ailleurs en ces termes : « a desperate backlash against the modern world, which appears to be a speeding freight train to those unwilling to get onboard » (Fukuyama, Winter 2002, 3). Dans le même article, mais il l'avait également fait durant l'été 2002, il invoque la théorie du choc des civilisations de Samuel Huntington, prudemment durant l'été (« at least on the surface », dit-il alors) et de manière diplomatiquement plus appuyée dans l'article publié par *Policy* : « While the Bush and Blair administrations have been correctly asserting that the current struggle is against terrorists, not a war between the West and Islam, there are clearly cultural issues at play » (4). Enfin, il met en avant une distinction très marquée, en tout cas dans sa conférence de Melbourne, entre les États-Unis et l'Europe qui au-delà de sa force propre, interroge également sa propre conception de la fin de l'Histoire : « The Europeans are certainly right that they are living at the end of history; the question is, where is the rest of the world? Of course, much of the world is indeed mired in history, having neither economic growth nor stable democracy nor peace » (10). Nous considérons que ces quelques paramètres sont déjà porteurs de plusieurs dynamiques qui concourront à dessiner certains des contours idéologiques des sociétés de l'après-11-septembre.

## 1.2. La faillite du principe hégélien de reconnaissance

En 1992, Fukuyama publie *The End of History and the Last Man* dans un contexte très particulier et très porteur pour ses idées. Avec la chute du mur de Berlin durant l'été 1989, quelques mois seulement après la parution de « The End of History? », l'histoire avait presque semblé lui donner raison : cette fin de siècle semblait confirmer l'hypothèse d'une finalité démocratique et libérale de l'histoire. Mais Fukuyama allait encore plus loin lorsqu'il ajoutait que les principes « libéraux » de l'économie de marché avaient permis d'atteindre un niveau sans précédent de prospérité matérielle dans les pays industrialisés :

All countries undergoing economic modernization must increasingly resemble one another [...]. Such societies have become increasingly linked with one another through global markets and the spread of a universal consumer culture. Moreover the logic of modern natural science would seem to dictate a universal evolution in the direction of capitalism. (Fukuyama 1992, xiv-xv)

Un tel argument se trouve en résonance avec le contexte de la mondialisation économique. Fukuyama n'exclut pas le prisme politique, mais il le présente sous le jour particulier du « désir de reconnaissance » emprunté à la pensée d'Hegel. Il voit dans le concept hégélien du désir de reconnaissance ce qui pourrait constituer le « chaînon manquant » (xviii) entre le libéralisme économique et le libéralisme politique. Si le communisme a été dépassé par la démocratie libérale, poursuit-il, c'est précisément que le communisme n'est en mesure d'offrir qu'un piètre degré de reconnaissance individuelle. Fukuyama précise explicitement que « l'homme n'est pas simplement un animal économique » (xvi) et soulève des pistes très politiques : « But is the recognition available to citizens of contemporary liberal democracies 'completely satisfying'?

The long-term future of liberal democracy, and the alternatives to it that may one day arise, depend above all on the answer to this question » (xxi).

Effectivement, il y aurait tout lieu de s'interroger sur les tenants et aboutissants de désordres sociaux qui, aux États-Unis, n'ont précisément toujours pas été jugulés par l'essor du capitalisme. Fukuyama contourne cette question et affirme que le fondamentalisme islamique ne propose pas non plus un système social satisfaisant :

There is not a single instance of an oil-rich state in the Persian Gulf that has used its wealth to create a self-sustaining industrial society, instead of creating a society of corrupt rentiers who over time have become more and more fanatically Islamist. These failures, and not anything that the outside world has done or refrained from doing, is the root cause of the Muslim world's stagnation. (Fukuyama, Winter 2002, 6-7)

Dès lors il est très tentant d'affirmer que la pauvreté ou le manque d'opportunités génère le terrorisme. Bruce Hoffman, qui enseigne à Georgetown University, a beaucoup écrit à ce sujet et montré que les individus issus de milieux aisés détiennent l'éducation et les compétences recherchées par les groupes terroristes. Il ajoute les 19 terroristes du 11-septembre, près des trois quarts avaient des diplômes supérieurs. Mohamed Atta, préparait par exemple un doctorat en Allemagne, d'Oussama ben Laden qui était le fils d'un millionnaire saoudien (Davis). Fukuyama fait de minces concessions dans les dernières pages de *The End of History and the Last Man* lorsqu'il reconnaît qu'il y aura toujours des insatisfaits, et que ceux-là ont le potentiel de relancer l'histoire (334) sans toutefois remettre en cause le cœur de sa théorie : « the dissatisfaction arises precisely where democracy has triumphed most completely: it is a dissatisfaction with liberty and equality » (334). Ceci rappelle également ce que Leo Strauss avait en 1948 dans *On Tyranny* sur l'« État universel et homogène » :

Now if it were true that in the universal and homogenous state, no one has any good reason for being dissatisfied with that state, or for negating it, it would not yet follow that everyone will in fact be satisfied with it and never think of actively negating it, for men do not always act reasonably. (207)

La trajectoire intellectuelle de Fukuyama se trouve à la croisée des débats politiques de la fin du 20<sup>ème</sup> siècle. Fasciné par Ronald Reagan, Fukuyama est nommé en 1981 au bureau de la planification du département d'État que dirige Paul Wolfowitz. Proche de Bill Kristol durant ses études à Yale, c'est dans *The National Interest*, fondé par Irving Kristol, père de Bill Kristol, considéré comme le fondateur du néoconservatisme aux États-Unis, que Fukuyama publie « The End of History? » durant l'été 1989. Il prend ensuite ses premières distances avec le mouvement néoconservateur en raison de l'invasion de l'Irak en 2003. Le 11-septembre est un élément clé en ce que la figure même du terroriste fait quasiment voler en éclat sa théorie de la fin de l'Histoire et démontre l'incapacité du principe hégélien de reconnaissance à expliquer les motivations des terroristes. Or, s'agissant des États-Unis, Hegel avait vu l'accomplissement de la finalité de l'histoire, sa « fin », dans la Révolution américaine dès lors que la théorie des droits inaliénables avait garanti la reconnaissance universelle et réciproque des citoyens, ce que Fukuyama reconnaît pourtant (Fukuyama 1992, xviii). Et il refuse de suivre Huntington jusqu'au bout de son raisonnement, réaffirmant la supériorité des valeurs occidentales par-delà tout choc de civilisation :

The struggle between Western liberal democracy and Islamo-fascism is not one between two equally viable cultural systems, both of which can master modern science and technology, create wealth and deal with the de facto diversity of the contemporary world. In all these respects, Western institutions

hold all the cards and for that reason will continue to spread across the globe in the long run. (Fukuyama, Winter 2002, 7)

Derrière tout cela, derrière le terrorisme, c'est la mondialisation qui fait imploser, sinon la démocratie libérale, en tout cas, et c'était peut-être le but, le consensus sur la démocratie libérale, celui que Fukuyama pensait avoir entériné avec sa proclamation de la fin de l'Histoire, et c'est par la mondialisation que Fukuyama essaie encore de la réhabiliter. Comme l'écrit Agnes Keller, « global terror is the offspring of globalization » (Kampmark, 34).

## **2. La question de l'hégémonie libérale**

### **2.1. Cosmopolitisme et altérité**

Dans un ouvrage publié en 2018, Fukuyama revient une nouvelle fois sur la question du désir de reconnaissance pour écrire la chose suivante :

Modern liberal democracies promise and largely deliver a minimal degree of equal respect, embodied in individual rights, the rule of law, and the franchise. What this does not guarantee is that people in a democracy will be equally respected in practice, particularly members of groups with a history of marginalization. (Fukuyama 2018, xiii)

Il revient ici sur une position qu'avait précisément adoptée Hegel, lequel avait vu l'accomplissement de la finalité de l'histoire, sa « fin », dans la Révolution américaine dès lors que la théorie des droits inaliénables avait garanti la reconnaissance universelle et réciproque des citoyens. C'est une position un peu plus minimaliste. Car lorsqu'il affirmait en 1992 que la démocratie libérale constitue, au sens de « finalité », la « fin » de l'Histoire, Fukuyama se distinguait de Hegel, pour qui la fin de l'histoire est l'État libéral, et s'opposait à Marx, naturellement, pour qui la fin de l'Histoire est le communisme. Fukuyama expliquait également que les troubles de la société, dont les injustices sociales, sont en réalité la conséquence d'une mise en œuvre imparfaite et incomplète des principes de liberté et d'égalité inhérents à la démocratie moderne. Il n'existerait par conséquent aucun idéal supérieur à la démocratie libérale. Et c'est sans doute là, en termes méthodologiques peut-être plus encore qu'idéologiques, que le bât blesse, car le prisme s'avère être sinon totalement ethnocentrique, c'est qu'il est mais ce n'est pas le point que je veux faire ici, en tout cas assez parfaitement insensible à toute forme d'altérité. C'est ainsi que même chez Huntington, la théorie du choc des civilisations, en ce qu'elle affirme dichotomie entre l'Occident et le reste du monde, conçoit l'émergence de dynamiques ou de communautés culturelles alternatives comme autant de menaces (Tsygankov, 765). Dans un article de 2008, Andrei Tsygankov souligne combien le champ théorique des relations internationales est ethnocentrique et hégémonique, expliquant que malgré diverses tentatives visant à élargir et approfondir cette discipline, il demeure un mur épais qui sépare le monde occidental, essentiellement les États-Unis, du reste du monde en termes de conception même de ce que sont les relations internationales (762). Entre les réalistes qui mettent en avant l'anarchie tant que force motrice des relations internationales et les auteurs que Tsygankov qualifie de « cosmopolites » (« cosmopolitan writers »), les auteurs « cosmopolites » dominent le champ (765).

Ces auteurs cosmopolites, dont fait assurément partie Francis Fukuyama, ainsi que Samuel Huntington ou encore Michael Doyle, sont parfaitement conscients du caractère de plus

en plus mondialisé de la politique tout en perpétuant la notion d'une sorte de société globale culturellement homogène et en minimisant les dynamiques identitaires et alternatives (765). Or tout cela, ce développement culturel, est intrinsèquement lié au progrès de la civilisation occidentale, pour ne pas dire états-unienne, ce qui recoupe une réflexion très courante sur la nuance ou l'absence de nuance entre mondialisation et américanisation. Et même lorsqu'il existe une critique du processus d'occidentalisation, il est frappant de constater que l'on étudie la façon dont les normes de la culture dominante transcendent les valeurs d'autres communautés culturelles plus que ce que l'on ne met en exergue les réactions adverses de cultures locales à ce processus. Tsygankov y voit une production de connaissance de nature didactique et ethnocentrique plutôt que dialogique et dialectique (765). Son objet n'est d'ailleurs pas le monde arabo-musulman mais l'altérité de cultures non-occidentales comme celles de la Chine ou de la Russie pour appeler à une prise de distance avec qui, pour lui, reste « une science sociale américaine » (« an American social science ») et d'accepter davantage d'altérité dans le processus de construction du savoir. Ce qu'il dénonce est une verticalité descendante, perpétuant une hégémonie culturelle, arguant que les processus d'altérité alternative de verticalité ascendante sont tout aussi nécessaires et importants (773).

## 2.2. Pourfendre le mur de Monroe

Sans céder ici à des métaphores hasardeuses sur la symbolique de la verticalité des tours du World Trade Center et leur effondrement dans les attentats du 11-septembre, qui, pourtant, ne seraient sans doute pas totalement dénuées d'intérêt, je voudrais faire valoir ici que les avions des terroristes du 11-septembre n'ont à l'évidence pas franchi le mur du son mais, dans une sorte de distorsion du temps, ont à l'évidence franchi ce que qualifierai ici tout à fait arbitrairement de mur de Monroe. Il existe de nombreuses représentations de la doctrine Monroe dans la presse de la fin du 19<sup>ème</sup>, qu'elle soit états-unienne ou internationale, mais je voudrais m'arrêter ici sur « The Great Wall » que publie le dessinateur Carey Orr dans le *The Nashville Tennessean* en 1915 (voir : [https://www.historyonthenet.com/authentichistory/1914-1920/1-overview/2-1914-17/1915\\_The\\_Great\\_Wall-Carey\\_Orr-Nashville\\_Tennessean.jpg](https://www.historyonthenet.com/authentichistory/1914-1920/1-overview/2-1914-17/1915_The_Great_Wall-Carey_Orr-Nashville_Tennessean.jpg)).

Chacun connaît le discours de James Monroe en date du 2 décembre 1823 qui, devant le Congrès des États-Unis, reprend les termes essentiels du message d'adieu de George Washington et de l'adresse inaugurale de Thomas Jefferson pour proclame que les Amériques ne sont plus ouvertes à la colonisation, que toute intervention européenne dans les affaires du continent sera perçue comme une menace pour la sécurité et la paix, et que les États-Unis, en contre-partie, n'interviendront pas dans les affaires européennes. Ces principes ne seront érigés en tant que doctrine dans la seconde partie du 19<sup>ème</sup> siècle lorsqu'il s'agira de transformer la mer caraïbe en *mare nostrum* en raison de son importance stratégique pour l'impérialisme des États-Unis. L'illustration de Carey Orr est instructive à plusieurs égards. Elle date tout d'abord de 1915, avec une symbolique très spécifique d'une guerre qui a commencé en Europe mais dont les États-Unis se tiennent encore éloignés. C'est très intéressant dans le sens où, à partir de 1823, la doctrine Monroe, tel un chat à neuf vies, apparaît, disparaît et réapparaît à plusieurs reprises jusqu'à la fin de la guerre froide, au début des années 1990, lorsque l'URSS s'effondre et que les États-Unis n'ont plus de puissance rivale en Amérique latine (Erikson, 58). C'est également intéressant dans le sens où, justement, le tournant des années 1990 se trouve être

précisément la période où Francis Fukuyama proclame la fin de l'Histoire. L'illustration est frappante en ce que le concept de « Western Hemisphere » implique, on le voit, une première mondialisation, ou semi-mondialisation. Uncle Sam n'est absolument pas tourné vers l'Amérique latine tandis le continent Américain est protégé du « Eastern Hemisphere » par la doctrine Monroe, comme par un bouclier. On sent bien ici que la formule « Eastern Hemisphere » est peu satisfaisante et que l'on préférera parler de l'« autre hémisphère », ce qui renvoie de manière encore plus explicite à la problématique de l'altérité que j'évoquais précédemment. La Chine a sa Grande Muraille, les États-Unis sont protégés par une idéologie, celle de la doctrine Monroe, qui leur garantit paix, sécurité et prospérité économique. Le fait que le bouclier circulaire ressemble à une pièce de monnaie peut également être porteur d'une forte charge symbolique. On peut voir, peut-être simplement vouloir voir, dans ce dessin de presse, une représentation préfigurative de ce que Francis Fukuyama qualifiera pour la première fois de « fin de l'Histoire » en 1989, une sorte de « révolution » au sens littéral du terme dans le sens où le bouclier va effectuer une rotation complète, globale, allant jusqu'à effacer les valeurs de l'« autre hémisphère » pour les remplacer par celles, désormais universelles et sans rivale, de la démocratie libérale. La démocratie libérale est une nouvelle Frontière, comme le symbolise le drapeau des États-Unis qui surplombe fièrement la muraille de la doctrine Monroe, laquelle circonscrit la planète.

Il n'est point besoin d'être un éminent spécialiste des relations internationales, de la géopolitique ou même du terrorisme pour comprendre que la motivation des attentats du 11-septembre était de pourfendre cette muraille virtuelle que j'ai qualifiée ici, pour les besoins de cette communication, le mur de Monroe. Lorsque George W. Bush prête serment en janvier 2001, les valeurs démocratique et de libre-échange règnent sur le monde. Le 11 septembre, jour des attentats, le secrétaire d'État Colin Powell se trouve à Lima, au Pérou, pour signer une Charte Démocratique Interaméricaine avec 33 autres pays de cet hémisphère occidental (Erikson, 59). Le président Bush, dans le sillage immédiat des attentats, va développer la fameuse doctrine Bush qui prônera le maintien de la suprématie militaire américaine dans le monde et son usage, via la guerre préventive si nécessaire, pour empêcher, entre autres choses, la diffusion d'armes de destruction massive et favoriser la diffusion des droits de l'Homme et de la liberté. Le parallèle implicite, l'intertexte si vous voulez, saute aux yeux de nombreux observateurs aguerris : au Canada, dans le *Globe and Mail* du 24 septembre 2002, Paul Knox décrit la doctrine Bush as « a Monroe Doctrine for the entire planet » ; à Londres, Peter Beaumont évoque aussi la doctrine Monroe dans le *Guardian* du 22 septembre 2002, ajoutant : « The country that once challenged those renewing their imperial ambitions in its orbit is now declaring in this document the 'manifest destiny' of Americans to exercise good across the world » ; à Washington, peu après le second discours d'investiture de George W. Bush, Tom Wolfe écrira dans le *New York Times* du 30 janvier 2005 : « George W. Bush was speaking, but the voice echoing inside my skull -- a high-pitched voice, an odd voice, coming from such a great big hairy bear of a man -- was that of the president who dusted off Monroe's idea and dragged it into the 20th century » (Knox ; Beaumont ; Wolfe ; Erikson, 59). Or la doctrine Monroe est ce qui a servi de base politique, idéologique, et prétendument légale, de la domination américaine dans l'hémisphère occidental. Si la doctrine Monroe n'est en réalité une série de préceptes censés guider la politique latino-américaine des États-Unis, le contexte international a toujours joué un rôle aussi important, sinon plus, dans les rapports

interaméricains, que les affaires internes de l'Amérique latine. Cela explique pourquoi les gouvernements américains successifs ont quasiment tout donné un contenu propre à la doctrine Monroe tout en conservant les éléments de base, d'où la multitude de doctrines, de corollaires complétant les principes énoncés par Monroe lui-même. En ce que la doctrine Bush fut justifiée par l'état d'urgence dans le sillage très particulier et hautement symbolique des attentats, la déflagration du 11-septembre avait abouti à une mise sous tension de la relation entre État de droit et démocratie libérale.

### **3. De la démocratie illibérale**

#### **3.1. Arrêter à nouveau l'Histoire ?**

Beaucoup de choses ont été écrites sur l'après-11-septembre en termes de concentration de pouvoir dans le giron de l'exécutif et dans les mains du président des États-Unis. En effet, l'effondrement du World Trade Center a littéralement inversé le rapport entre législatif et exécutif aux États-Unis. Alors que certains allaient jusqu'à qualifier George W. Bush de « premier président post-impérial » après son élection, tandis qu'il faisait face à un Congrès en pleine reconquête de ses prérogatives depuis la fin de la guerre froide, l'entrée des États-Unis dans la « guerre contre la terreur » dans le sillage immédiat des attentats a vu le retour d'une présidence impériale, et réduit les membres du Congrès à un rôle de quasi figuration (Kandel). Chacun sait ici en quoi ce contexte a renforcé la théorie de l'exécutif unitaire, que l'on pourrait retracer jusqu'à Alexander Hamilton, et qui recouvre une concentration vers la présidence de l'ensemble des pouvoirs de supervision et de contrôle de l'appareil d'État. Mais ce n'est pas cet aspect, pourtant essentiel, de l'après-11-septembre qui m'intéresse ici.

En plus de s'engager dans un effort de dissuasion par la force ou par la menace de toute activité terroriste, présente ou future, réelle ou potentielle, les États-Unis se sont également appliqués à réduire les risques de terrorisme de manière préventive, en « répandant la démocratie » dans les États dits faibles, défailants ou déchirés par des conflits. Cette stratégie a impliqué des occupations militaires et des reconstructions étatiques dans le but d'établir des régimes politiques, économiques et sociaux libéraux et autonomes. La logique sous-jacente veut que les pays dont l'État est dysfonctionnel, ou absent, refuge aux terroristes et aux organisations terroristes. Si ces pays pouvaient être transformés en démocraties libérales, alors le terrorisme serait fortement réduit, voire éradiqué. La stratégie se trouve explicitement formulée dans le second discours d'investiture de George W. Bush le 20 janvier 2005 : « So it is the policy of the United States to seek and support the growth of democratic movements and institutions in every nation and culture, with the ultimate goal of ending tyranny in our world » (Bush).

Il est intéressant ici de concevoir cette stratégie comme une volonté de suspendre à nouveau l'Histoire, une histoire qui, contrairement aux proclamations de Fukuyama, venait de reprendre, factuellement et symboliquement, avec les attentats du 11-septembre. La politique de changement de régime, par conséquent, l'exportation de la démocratie libérale, allait pouvoir, dans les rêves les plus géostratégiques des néoconservateurs de l'administration Bush, stabiliser le Moyen-Orient en l'amenant ou en le ramenant à la fin de l'Histoire. Dans un ouvrage d'entretiens avec Mathilde Fasting, Fukuyama explique avoir fait diriger l'une de quatre équipes créées à la demande d'Andrew Marshall, directeur de *The Office of Net Assessment*,

sorte de laboratoire d'idées, interne au Département de la Défense, situé au Pentagone, et fondé par Richard Nixon en 1973 pour planifier des stratégies à long terme. Les quatre équipes en question avaient précisément vocation à envisager des réponses aux attentats du 11-septembre et Fukuyama, qui dirigeait donc l'une d'entre elles, explique ainsi avoir consulté de nombreux experts, dont Samuel Huntington, Larry Diamond, Fareed Zakaria, Michael Ignatieff et Steve Hosmer (Fasting, 65). Et c'est d'ailleurs après les travaux de cette équipe qu'il va publier un ouvrage intitulé *State-Building: Governance and World Order in the 21st Century* (Fukuyama, 2004). On voit bien ici que l'État libéral, en tant que finalité, est bel et bien appréhendé comme étant la fin de l'Histoire.

Fukuyama était initialement proche des néoconservateurs. Proche de Bill Kristol durant ses études à Yale, c'est dans *The National Interest*, fondé par Irving Kristol, père de Bill Kristol, considéré comme le fondateur du néoconservatisme aux États-Unis, que Fukuyama publie « The End of History? » durant l'été 1989. Il prend ensuite ses premières distances avec le mouvement néoconservateur en raison de l'invasion de l'Irak en 2003. Le divorce est consommé en 2004 lorsqu'il assiste au dîner annuel de l'American Enterprise Institute où le journaliste et polémiste conservateur Charles Krauthammer prononce un discours intitulé « Democratic Realism: An American Foreign Policy for a Unipolar World » dans lequel, sans aucune réserve il présente l'invasion de l'Irak, sans aucune réserve, comme un grand succès de l'unipolarisme américain. Fukuyama s'éloigne alors de plus en plus des néoconservateurs, allant finalement jusqu'à appeler à voter Barack Obama en 2008.

### **3.2. Un illibéralisme démocratique ?**

Le ralliement de Fukuyama à la candidature de Barack Obama en 2008 est très intéressant en ce qu'il est adossé à la rhétorique légaliste de la première campagne présidentielle d'Obama dans le sillage des deux mandats très controversés de George W. Bush. Philosophiquement, Barack Obama n'est pas un forcené de l'ingérence. Il considère que le seuil d'intolérable doit être « très élevé » pour en arriver à violer le principe de souveraineté d'un pays. Il faut « une grande émotion internationale », disait-il en juillet 2009 (Obama). La réalité de la dimension légaliste de l'action de Barack Obama en tant que président des États-Unis de 2009 à 2017 fait débat pour un certain nombre de raisons, mais il reste que la restauration de l'État de droit (*the rule of law*) faisait partie intégrante de sa promesse présidentielle. Il est intéressant ici de rappeler que l'équipe de réflexion dirigée au Pentagone par Fukuyama avait consulté divers penseurs, dont Fareed Zakaria, grand spécialiste de politique étrangère américaine qui a été l'étudiant de Samuel Huntington à Harvard et qui est surtout connu aujourd'hui pour les émissions qu'il anime sur CNN. Après les attentats du 11-septembre, dans un essai publié en couverture de *Newsweek*, intitulé « Why Do They Hate Us? », Zakaria a soutenu que l'extrémisme islamique n'était pas fondamentalement enraciné dans l'Islam et qu'il ne pouvait pas non plus être considéré comme une réaction à la politique étrangère américaine. Il a situé le problème dans la stagnation politique, sociale et économique des sociétés arabes, qui aurait ensuite engendré une opposition religieuse extrême à l'idée occidentale du progrès. Zakaria a plaidé pour un effort intergénérationnel afin de créer des sociétés plus ouvertes et dynamiques dans les pays arabes, et ainsi aider l'Islam à entrer dans le monde moderne. Mais c'est un autre aspect de la pensée du politologue Fareed Zakaria qui doit retenir l'attention ici.

En 1997, quatre ans avant les attentats, Fareed Zakaria introduit un nouveau terme dans le débat politique et journalistique, avec un article intitulé « The Rise of Illiberal Democracy » qu'il publie dans la revue *Foreign Affairs*. Zakaria définit la démocratie « illibérale » comme une démocratie sans libéralisme constitutionnel qui produit des régimes centralisés et liberticides, des tensions ethniques, des conflits et même la guerre (Zakaria, 1997, 42-43). Il fait valoir que, contrairement à une idée répandue, la démocratie et le libéralisme politique ont souvent existé l'un sans l'autre (29), que la plupart des pays européens étaient jusqu'au 20<sup>ème</sup> siècle des « autocraties libérales », des régimes autoritaires garantissant de nombreuses libertés civiles, et que plusieurs pays du sud-est asiatique reproduisaient alors ce modèle, de Singapour à la Malaisie en passant par la Corée du Sud, la Thaïlande ou Taiwan (27). Zakaria observe en 1997 que « des régimes démocratiquement élus, qui ont souvent été réélus ou réaffirmés à travers des référendums, ignorent de façon routinière les limites constitutionnelles de leur pouvoir et privent leurs citoyens des droits et libertés fondamentales » (22), ajoutant que « parmi les pays qui se trouvent à mi-chemin entre la dictature avérée et la démocratie consolidée, 50% font mieux en matière de libertés politiques qu'en matière de libertés civiles. Autrement dit, la moitié des pays en voie de démocratisation dans le monde sont [désormais] des démocraties illibérales » (23-24). Une phrase de cet article est particulièrement lourde d'implications : « La démocratie libérale occidentale pourraient s'avérer ne pas être le terminus de l'itinéraire démocratique, mais seulement une sortie parmi plusieurs autres possibles » (24).

« The Rise of Illiberal Democracy » (1997) est doublement intéressant en ce qu'il est publié huit ans après « The End of History? » de Fukuyama et quatre ans avant les attentats du 11 septembre 2001. On l'a vu, l'Histoire avait presque semblé donner raison à Fukuyama après la chute du mur de Berlin durant l'été 1989, quelques mois seulement après la parution de « The End of History? », mais cette impression allait être de courte durée. On comprend ici qu'à travers le concept de démocratie illibérale, Zakaria essaie déjà, en 1997, de donner un nom au désenchantement qui a suivi l'écroulement du Bloc de l'Est et l'espoir de voir l'ensemble de la planète se rallier progressivement au régime dit de la démocratie libérale ; la fin de l'histoire annoncée par Francis Fukuyama semblait d'ores et déjà une promesse trompeuse, tout au plus « une sortie parmi plusieurs autres possibles » (Zakaria, 1997, 24). Il n'est fait aucune mention explicite de Fukuyama dans cet article, et le jugement sur sa théorie de la fin de l'Histoire est loin d'être aussi critique que ce que l'on pourrait penser, Zakaria écrivant que :

[...] l'adoption de certains aspects du cadre constitutionnel américain pourrait améliorer bon nombre des problèmes associés à la démocratie illibérale. La philosophie qui sous-tend la Constitution américaine, à savoir la crainte du pouvoir accumulé, est aussi pertinente aujourd'hui qu'elle l'était en 1789. Il se trouve que le Kazakhstan serait particulièrement bien servi par un parlement fort - comme le Congrès américain - pour contrôler l'appétit insatiable de son gouvernement. (Zakaria, 1997, 38)

Signe de la mise en cause de l'exceptionnalisme américain, sous la déflagration des attentats du 11-septembre, l'avenir allait bientôt donner lieu à un contre-exemple aux États-Unis mêmes.

## **Conclusion**

Le terrorisme entant que phénomène n'est pas né avec les attentats du 11-septembre. Cela étant, toute la vague d'attaques terroristes associées à l'extrémisme islamique vise

principalement les démocraties libérales occidentales et leurs valeurs fondamentales. La démocratie libérale est un système caractérisé non seulement par des élections libres et équitables, la souveraineté populaire et la règle de la majorité, mais aussi par la protection constitutionnelle des droits des minorités et des libertés civiles (Mudde et Kaltwasser, 13). C'est en cela que l'on peut parler de contre-exemple en matière de démocratie libérale à propos des États-Unis post-11-septembre, en raison du recours à la théorie de l'exécutif unitaire pour justifier et permettre les actions entreprises dans le cadre de la guerre contre le terrorisme et parce que le Congrès a été réduit un rôle de quasi figuration. Cependant, nombre des actions dans le cadre de la guerre contre le terrorisme, telles que la mise sur écoute de citoyens et le recours à la torture, ont constitué des violations de l'État de droit, des droits de l'Homme et des libertés civiles. En d'autres termes, il y a tout lieu de parler de pratiques illibérales portant atteinte à la vie privée et à l'autonomie des individus. Autant pour la fin de l'Histoire, ou voici donc cette fameuse fin de la fin de l'Histoire, car on observe une sorte de distorsion dès lors que les États-Unis sacrifient la démocratie libérale sur leur propre sol pour prétendument l'exporter au Moyen-Orient afin, on l'a vu, de tenter d'arrêter l'Histoire.

Peut-être avons-nous encore aujourd'hui trop tendance à raisonner en termes de régimes — régimes autoritaires, régimes illibéraux, etc. — car c'est peut-être encore l'arbre du 20ème siècle, celui de la guerre froide, qui cache la forêt très hétéroclite du 21ème siècle. Dans un article de 2018 intitulé « What authoritarianism is ... and is not: A practice perspective », Marlies Glasius soutient qu'au lieu de se concentrer exclusivement sur les « régimes » ou sur les « personnalités » autoritaires, il serait sans doute plus judicieux d'étudier les « pratiques » autoritaires et illibérales. Se concentrer sur les « pratiques » permet de dépasser le contexte d'un seul État et de mieux reconnaître des phénomènes tels que l'illibéralisme transnational ou des partenariats autoritaires public-privé (517) qui, finalement, permettent de décrypter assez efficacement toutes ces sociétés de l'après-11-septembre, et cette interminable fin de la fin de l'Histoire.

## Sources citées

- BEAUMONT, Peter. « Now for the Bush Doctrine ». *The Guardian* (September 22, 2002), <https://www.theguardian.com/world/2002/sep/22/iraq.usa/>.
- BUSH, George W. Second Inaugural Address (January 20, 2005). The White House, <https://georgewbush-whitehouse.archives.gov/news/releases/2005/01/20050120-1.html>.
- DOYLE, Michael. « Liberalism and World Politics ». *American Political Science Review* 80 (December 1986), p. 1151-1169.
- ERIKSON, Daniel P. « Requiem for the Monroe Doctrine ». *Current History* (February 2008), p. 58-64.
- FASTING, Mathilde, dir. *After the End of History: Conversations With Francis Fukuyama*. Georgetown University Press, 2021.
- FUKUYAMA, Francis. *Identity: The Demand for Dignity and the Politics of Resentment*. Farrar, Straus and Giroux, 2018.
- . *State-Building: Governance and World Order in the 21st Century*. Cornell University Press, 2004.
- . « Has History Started Again? ». *Policy* 18.2 (Winter 2002), p. 3-7.

- . « Has History Restarted Since September 11? ». Bonython Lecture, The Grand Hyatt, Melbourne (August 8, 2002). Transcript: <http://www.cis.org.au/Events/JBL/JBL02.htm>. Consulté le 3 mai 2021.
- . « Reflections on the End of History, Five Years Later ». *History and Theory* 34.2 (1995), p. 27-43.
- . *The End of History and the Last Man*. The Free Press, 1992.
- . « The End of History? ». *The National Interest* 16 (Summer 1989), p. 3-18.
- GLASIUS, Marlies. « What authoritarianism is ... and is not: A practice perspective ». *International Affairs* 94.3 (2018), p. 515-533.
- HELLER, Agnes. « 9-11, or Modernity and Terror ». *Constellations* 9.1 (March 2002), p. 52-65, 55.
- HUNTINGTON, Samuel. *The Clash of Civilizations and the Remaking of the World Order*. Simon & Schuster, 1996.
- KAMPMARK, Binoy. « Fukuyama down under: Revising the End of the History after 9-11 ». *Australian Quarterly* 74.6 (Nov. – Dec. 2002), p. 33-36, 40.
- KANDEL, Maya. « L'abdication du Congrès après le 11 septembre : crise constitutionnelle ou politique ? » *E-rea*, 9.1 (2011), <http://journals.openedition.org/erea/2030>.
- KNOX, Paul. « Bush's big-stick folly ». *The Globe and Mail* (September 24, 2002), <https://www.theglobeandmail.com/opinion/bushs-big-stick-folly/article756842/>.
- KRAUTHAMMER, Charles. *Democratic Realism: An American Foreign Policy for a Unipolar World*. Washington, D.C., AEI Press, 2004, <https://www.aei.org/wp-content/uploads/2016/03/KristolLectures01.pdf>.
- MUDDE, Cas, Cristóbal Rovira Kaltwasser. « Populism and (liberal) democracy: A framework for analysis ». In *Populism in Europe and the Americas: Threat or corrective for democracy?* Cambridge University Press, 2012, p. 1-26.
- OBAMA, Barack. Press Conference by the President in L'Aquila, Italy (July 10, 2009). The White House, <https://obamawhitehouse.archives.gov/the-press-office/press-conference-president-laquila-italy-7-10-09>.
- ORR, Carey. « The Great Wall ». *Nashville Tennessean* (1915).
- STRAUSS, Leo. *On Tyranny*. Edited by Victor Gourevitch and Michael S. Roth. University of Chicago Press, 2000.
- TSYGANKOV, Andrei P. « Self and Other in International Relations Theory: Learning from Russian Civilizational Debates ». *International Studies Review* 10.4 (December 2008), p. 762-775.
- WOLFE, Tom. « The Doctrine That Never Died ». *New York Times* (January 30, 2005), <https://www.nytimes.com/2005/01/30/opinion/the-doctrine-that-never-died.html/>.
- WOODWARD, Bob. « CIA Told to Do 'Whatever Necessary' to Kill Bin Laden ». *Washington Post* (October 21, 2001), <https://www.washingtonpost.com/archive/politics/2001/10/21/cia-told-to-do-whatever-necessary-to-kill-bin-laden/19d0e8f1-dbe5-4b07-9c47-44c5b4328f1f/>. Consulté le 3 mai 2021.
- ZAKARIA, Fareed. « The Politics of Rage: Why Do They Hate Us? » *Newsweek* (October 14, 2001), <https://www.newsweek.com/politics-rage-why-do-they-hate-us-154345>.
- . « The Rise of Illiberal Democracy ». *Foreign Affairs* 76.6 (November- December 1997), pp. 22-43.